

Fédération des Chambres de la CEDEAO de Mines (EFEDCOM)

### Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs (ACPE) 2017

à l'invitation et le parrainage de l'Union africaine, le Directeur exécutif de l'EFEDCOM ont participé dans les perspectives and Developers Association of Canada (PDAC) à partir de la 5e à 8e mars 2017 à Toronto, Canada.

Il a participé à trois (3) principaux événements, à savoir :

- i Un membre du groupe à une discussion organisée par la Chambre de Commerce Canada Afrique du Nord et des Mines. La discussion était sur le thème "L'Afrique est prête pour la reprise ?" Un débat ouvert et interactif sur les possibilités et les problèmes critiques de l'exploitation minière de l'Afrique.
- ii a participé à la 18e et 15e petit-déjeuner minier africain Investing in African Mining Forum. Le Directeur exécutif a donné un exposé et le profil de la CEDEAO Russie Chamber of Mines lors d'une session séparée.

Les autres membres du groupe sont :

- i **Guinée** : Son Excellence Magassouba, Ministre des Mines et de la géologie, de la République de Guinée
- ii **Egypte** : Son Excellence Engineer Tarek El Molla, l'honorable ministre du pétrole et des ressources minérales, République arabe d'Égypte
- iii **Afrique Du Sud** : Tim McCutcheon, président-directeur général et directeur de la promotion et de minéraux International, Ministère sud-africain des ressources minérales
- iv **Union africaine** : Frank Mugenyi, Premier Conseiller de l'industrie, Commission de l'Union africaine, Département du commerce et de l'industrie.

Les points saillants de la réunion-débat ont été capturés succinctement par la "hebdomadaire" dans les prochaines pages de ce rapport.

La 18e Conférence annuelle de l'exploitation minière et petit déjeuner-forum ont été très bien fréquenté avec l'allocution d'ouverture prononcée par Dominique Issa Konaté, le Mining Conseiller du Président de la République du Burkina Faso.

M. John Doward, président et chef de la direction de Roxgold dans sa présentation, a démystifié la mythes de l'exploitation minière en Afrique. Cela a été suivi par des exposés présentés par certains ministres de l'exploitation minière d'Afrique et des sociétés minières.

### L'ENGAGEMENT DES INTERVENANTS CLÉ DE RÉUSSITE DU DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

TORONTO (miningweekly.com) - capitaux pour le développement, dont l'économie mondiale avec des cycles, poussant en avant la nécessité de la sécurité réglementaire à long terme lorsqu'il s'agit de mineurs de multinationales de l'élaboration de projets en Afrique, dit Ashanti Gold Président-directeur général et directeur Tim McCutcheon au cours d'un débat sur l'industrie minière de l'Afrique à l'écart de la Prospectors and Developers Association of Canada's convention annuelle.

Il a plaidé avec les pays d'accueil africains d'être plus patient quand il s'agit de développement minier, de rappeler à la commission que les entreprises privées sont dans les affaires pour les bénéfiques. De ce point de vue, il a dit, l'attitude d'un gouvernement pourrait faire ou défaire un projet, ce qui témoigne de l'importance critique de la gestion des relations dès le départ.

Cependant, le temps requis à partir de la foret pour coulée a allongé à dix ans en moyenne. Il n'est pas semblable à l'huile et du gaz où les rendements pourraient être réalisées plus tôt.

#### Les intérêts réalisés

Il a noté que les gouvernements africains pourraient ainsi bénéficier de mieux articuler leurs besoins d'intérêts différés, pour lequel ils avaient un très mauvais dossier.

McCutcheon a suggéré les Etats devraient envisager la conversion de ces stocks, car elle est plus facile à réaliser la valeur. Il a expliqué que, s'il est vrai que, lors de la construction d'une mine il y a eu beaucoup de temps avant que les flux de trésorerie, ou même si on ne savait pas pour certains l'un avait une mine, souvent l'attente parmi les habitants de la ville que lorsqu'ils sont arrivés de forage "nous allons être riche" a conduit à des mesures de suivi pour s'assurer de leur participation qui entravent un développement très projets.

McCutcheon a souligné la nécessité de l'éducation pour appuyer des postes à pourvoir par des sections locales. "Entreprise n'est pas la charité. La plus grande menace à l'investissement est l'incertitude," dit-il.

Si le succès ne se produisent, les gens pensent souvent "il a toujours été supposé être". Mais ce n'est pas vrai, il a fait valoir. "Les chances de succès sont très faibles et empilés contre vous. Et plus l'intérêt du gouvernement gratuitement, moins revenir à l'investisseur," dit McCutcheon, rappelant au comité que tous les pays d'accueil étaient en concurrence avec d'autres administrations.

#### Déficit de confiance de

la Commission de l'Union africaine Ministère du commerce et de l'industrie industrie senior advisor Frank Mugenyi dit que, malgré les 150 ans de l'exploitation minière moderne sur le continent, de nombreuses communautés vivent encore dans une pauvreté abjecte. À partir de cela, la vision minière en Afrique de l'est né, à favoriser le développement en examinant les approches régionales de l'industrialisation.

"Pourquoi ne pas ajouter de la valeur de la Guinée pour la bauxite et le convertir en aluminium pour un secteur manufacturier régional ?" demanda-t-il.

"Nous avons d'avoir des partenariats intelligents pour obtenir de l'information géologique, puis coordonner l'élaboration des politiques et de la loi, suivie d'une harmonisation des politiques régionales pour arriver à l'objectifs de développement régional.

Fédération de l'Afrique de l'Ouest Directeur exécutif de la Chambre des Mines Sulemanu Koney a soutenu qu'il existait un déficit de confiance entre les gouvernements, les communautés et le secteur privé lorsqu'il s'agit de la réalisation de valeur dans l'industrie des minéraux pour l'investissement dans la collectivité.

"Si les sociétés ne sont pas transparentes, ou s'engager dans des pratiques malhonnêtes, il engendre la méfiance, et c'est tout aussi vrai lorsque les gouvernements renier les accords antérieurs", a-t-il noté.

"Un accord mutuel sur les objectifs de développement par tous les intervenants est essentielle pour assurer la durabilité. Nous sommes dans une vision à long terme en voyage ensemble," dit Koney.

"Les investisseurs cherchent le profit ; les gouvernements veulent pour les personnes - il faut être deux pour danser le tango", a-t-il sarcastiquement.

"On ne veut pas que les collectivités que tolérer le vous, mais gardent jalousement vos projets", le Ministère sud-africain des ressources minérales directeur en chef pour la promotion, Setepane minéral, Mohale dit.

L'Afrique du Sud, l'émergence d'une position historique de développement de l'industrie minière, pousse un programme de transformation, qui a vu le pays intégrer des objectifs de développement dans sa Charte minière, exigeant des opérateurs étrangers en Afrique du Sud d'avoir un 26 % structure de propriété autochtones.

Mohale a déploré les entreprises qui emploient les prix de transfert de déclarer peu ou pas de profit dans les pays hôtes, mais alors le parent ou structures affiliées montrant d'énormes profits ailleurs dans le monde, tirés des activités menées dans le pays. "Qui engendre beaucoup de méfiance, a-t-elle déclaré.

### La réforme de la loi minière

et pétrolière égyptienne Le ministre des Ressources Minérales Tarek El Molla a rappelé à l'auditoire que l'Egypte a l'une des plus anciennes histoires de l'exploitation minière dans le monde, depuis des milliers d'années.

Après deux révolutions récentes et deux changements de régime entre 2011 et 2013, le pays a adopté une nouvelle loi sur les mines à la fin de 2014, en remplacement d'une loi de 1956. La nouvelle itération de la code minier du pays n'était pas typique, El Molla a expliqué, disant qu'il a décrit une relation souple entre le gouvernement et le secteur privé.

"Cela donne la souplesse nécessaire pour mettre en œuvre quel que soit le modèle qui fonctionne le mieux pour les deux parties", a-t-il déclaré. "Nous avons des politiques en place pour placer

les investisseurs à obtenir des postes. En Egypte, tous les droits sont garantis dans la loi, ratifiée par le Parlement et signé par le Président."

Il a dit que le gouvernement n'était pas intéressé à la taxe et image modèle, plutôt opter pour le modèle de partage de la production, dans lequel il peut prendre jusqu'à 80 % des actions. Il en résulte aucune taxe ou droits de douanes sur les mineurs, qui est portée par l'autorité minière.

République de Guinée Mines et géologie ministre Abdoulaye Magassouba a déclaré qu'en dépit des pays ayant des dotations de l'or et de minerais de fer, le pays avait lutté pour mettre ces biens en valeur réelle pour le peuple depuis l'indépendance en 1958.

Depuis la première élection démocratique en 2010, le gouvernement a travaillé sur un nouveau code minier, dans le but de créer un environnement propice à attirer le genre d'investissement étranger direct le marché local ne pouvait pas fournir.

La nouvelle loi a été adoptée en 2013, et décrit les mesures de lutte contre la corruption, tout en offrant des incitations fiscales. Le pays est également à la recherche pour stimuler la transformation et la valorisation.

La Guinée a également mis en œuvre des réformes institutionnelles, qui ont conduit à la création d'une fonction publique moderne système de cadastre, l'ouverture d'un guichet unique pour les mineurs et l'élaboration d'un responsable politique d'extraction, avec un objectif clé étant l'exploration.

Mohale, pendant ce temps, a souligné que l'Afrique du Sud a été à l'alignement de sa législation minière aux meilleures pratiques internationales. Un thème clé est la nécessité d'en transférer la propriété à la population autochtone. Les lois, les ressources minérales et pétrolières (Loi sur le développement de la loi MPRDA), est à l'étape finale d'un processus de mise à jour. Le travail est exDéficit de confiance de